

**République du Congo - Relation
bilatérale - Propos à la presse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
lors de son déplacement en
République du Congo
(Brazzaville, 07 juin 2018)**

Q - Vous arrivez à Brazzaville dans un contexte de déferlante médiatique en France et à Brazzaville sur les relations prétendument tendues entre la France et le Congo, particulièrement avec notre président Denis Sassou N'Guesso. Est-ce que vous avez la même analyse ?

R - Je suis venu rencontrer le président Sassou N'Guesso parce que je le connais bien, depuis longtemps, et parce qu'effectivement il joue un rôle dans la région. Il y a des situations tendues, difficiles, singulièrement en République centrafricaine, mais aussi en Libye et en RDC, avec des interrogations sur les échéances électorales. Nous avons évoqué l'ensemble des dossiers de la région. Je vais d'ailleurs les évoquer aussi demain, à Addis-Abeba, puisque je vais rencontrer les principaux responsables de l'Union africaine. Je pense que la France joue son rôle. D'abord en tant que membre du conseil de sécurité, et elle joue son rôle aussi en Afrique pour mobiliser tous les moyens afin que la paix et la sécurité puissent se maintenir et se recréer là où il y a des risques et des menaces. C'est dans cet esprit que j'ai rencontré le président Sassou N'Guesso. Dans un esprit de franchise et de compréhension des phénomènes que nous constatons, et d'une volonté commune d'essayer de les régler. Il n'y a pas de tensions entre le président Macron et le président Sassou N'Guesso. Ils se sont vus il y a quelques jours, ils se reverront à Nouakchott dans quelques jours. Les relations sont très fluides.

Q - Monsieur le Ministre, on voit la France reprendre la main sur le dossier de la RDC, mais ça ne semble pas remporter l'assentiment de Kinshasa. Est-ce qu'à ce niveau-là, les reproches de Kinshasa vis-à-vis de la France sont justifiés ? Dernièrement, l'ambassadeur de France à Kinshasa a été convoqué. Est-ce que pour vous cela montre une dégradation de la situation ?

R - Je n'ai pas de déclaration particulière à faire à cet égard. Il y a, en ce qui concerne la RDC, les accords de la Saint-Sylvestre. La France estime que les accords doivent être respectés. Je constate que c'est aussi la position du président Lourenço et du président Sassou. C'est la seule chose que j'ai à dire sur ce point./.